



PAGE 4: B.1) YOUR CASE STORY: TITLE AND DESCRIPTION

**Q1: TITLE OF CASE STORY**

Appui à la filière litchi de Madagascar

**Q2: CASE STORY ABSTRACT**

Les actions de relance de la filière litchi passent par la relance de la production, par la mise en place de pépinières de production de plants de qualité, associé à l'encadrement des planteurs, l'élaboration et l'édition de manuels techniques, la diffusion du matériel végétal dans les zones difficiles d'accès. Les interventions s'adressent aux producteurs (vieilles plantations pré-existantes et mise en place de certains vergers) et aux opérateurs par des appuis plus ciblés sur le traitement post-récolte et l'amélioration de la qualité des produits exportés.

**Q3: LONG DESCRIPTION OF THE CASE STORY**

Les productions horticoles traditionnelles (litchi, girofle, poivre, vanille, etc.) représentent une part importante des exportations agricoles nationales et donc une source d'entrée de devises indispensables au développement économique du pays.

Malgré les fluctuations des cours de ces produits, ce secteur d'activité occupe toujours une place prépondérante dans les régions productrices et représente une part encore importante du revenu des paysans.

A titre d'exemple, la campagne d'exportation des litchis entraîne la collecte d'environ 20 000 tonnes de fruits et permet la distribution de plus de 20 milliards d'Ariary dans les diverses zones de production.

Cependant le développement de cette filière traditionnelle d'exportation s'est heurté à plusieurs facteurs de blocage que les opérateurs avaient quelques difficultés à prendre en compte, concernant :

- le durcissement des réglementations au niveau des pays réceptionnaires en matière d'importation des denrées alimentaires avec un renforcement du contrôle des produits et la mise en place de nouvelles Directives visant à protéger le consommateur,
- des exigences qualitatives de plus en plus strictes de la part des importateurs, avec mise en place de contrôles internes en vue de garantir un respect des normes de qualité imposées par les clients,
- une concurrence de plus en plus forte des autres pays producteurs avec une amélioration de la compétitivité de leurs produits, face à ceux d'origine malgache, par une baisse des coûts de revient et une meilleure productivité,
- une absence de valorisation des sous produits par le manque d'unités de transformation adaptées et diversifiées.

Pour faire face à cette situation, le Fond Européen de Développement (FED), par la mobilisation de ses ressources STABEX, a initié, en 1998, des actions ciblées sur le renouvellement de la production et le respect des réglementations européennes en matière de sécurité alimentaire. Ainsi, il a permis d'accroître les quantités exportées et d'améliorer les relations entre exportateurs et importateurs.

L'opérateur chargé de la réalisation des actions financées dans le cadre de cette opération est le Centre Technique Horticole de Tamatave (CTHT).

## PUBLIC SECTOR CASE STORY TEMPLATE

Par ailleurs, l'action prenait en compte le fait que :

- La filière avait atteint un niveau maximal de progression en Europe et que les exportateurs ne pouvaient plus espérer des niveaux de prix élevés sur ce type de marché. Cette situation a nécessité la mise en place d'une politique volontariste de réduction des coûts de production et la recherche de nouveaux marchés plus rémunérateurs ;
- Les réglementations UE en matière de sécurité alimentaire et sanitaire évoluent sans cesse et demandent une réactivité de plus en plus rapide et volontariste des Etats (mise en place d'autorités compétentes et de service privés de contrôle) pour ne pas pénaliser les exportations ;
- Les importateurs (européens et autres) sont de plus en plus exigeants sur la qualité réglementaire et commerciale des produits qu'ils réceptionnent. Ils cherchent à être sécurisés au départ par des contrôles efficaces et irréprochables, et cela implique une adaptation rapide des laboratoires concernés ;
- La qualité réglementaire et sanitaire des produits issus des productions horticoles traditionnelles ne pourra être garantie sans une amélioration des techniques post-récolte pratiquées en paysannat ;
- Le secteur agroalimentaire est encore trop peu développé pour qu'une dynamique durable du secteur productif s'initie.

Cela a permis :

- Production de plus de 400 000 plants de litchi dans les trois pépinières opérationnelles de Tamatave et mise en place de pratiquement 4000 hectares de surfaces couvertes (toutes espèces confondues) principalement dans les bassins de production de la zone de Tamatave ;
- Organisation de sessions de formation destinées aux planteurs et encadrements ;
- Réalisations d'outils didactiques (DVD sur la filière, manuels techniques, élaboration des guides de bonnes pratiques...) ;
- Mise en place de la méthodologie globale de soufrage permettant la conservation au froid des fruits pour le transport jusqu'au pays destinataire ;
- Contrôle et suivi de la qualité des litchis exportés depuis le port de Tamatave, avec un contrôle des résidus de soufre dans la coque et la pulpe (2000 analyses/an) ;
- Mise en place de la traçabilité pour le litchi ;
- Création en parallèle d'un service de contrôle indépendant pour les épices exportées depuis le Port de Tamatave ;
- Etudes de méthodes alternatives permettant de présenter des fruits visuellement plus attractifs, et permettant de limiter la teneur en résidus finale de soufre dans les fruits ;
- Construction d'un Centre de Transformation et de Conservation des Produits, regroupant les activités de recherche appliquée, de formation, de centre de services, de contrôle qualité à Analamalotra ;
- Elaboration du GSAC (guide sectoriel d'auto-contrôle) pour la filière litchi avec le PIP/COLEACP, le premier guide de ce type à Madagascar ;
- Développement des formations post-récolte en paysannat ;
- Formations annuelles des agents techniques des opérateurs à des niveaux divers (analyse des risques sanitaires, HACCP, bonnes pratiques de soufrage, bonnes pratiques d'hygiène, etc.) ;
- Accompagnement des opérateurs pour la réussite à la certification GlobalG.A.P. ;
- Mise en place du dispositif de suivis phénologiques dans les régions Atsinanana et Analanjirofo, avec un modèle de prévision de la date d'ouverture de campagne ;
- Suivi de la vie commerciale du produit sur les marchés européens durant la campagne et mise à disposition des informations ;
- Mise en place du centre de traitement des éléments en bois et palettes pour la mise en conformité vis-à-vis des normes NIMP15.

**Q4: Please add here web links to project/programme materials.**

*Respondent skipped this question*

## PUBLIC SECTOR CASE STORY TEMPLATE

### Q5: YOUR CONTACT DETAILS

Name: ANDREAS Christophe  
Ministry/Institution/Organization: Centre Technique Horticole de Tamatave  
Country: MADAGASCAR  
Email Address: ctht.ctcp@gmail.com; ctht@moov.mg

### Q6: FUNCTION

Private sector

### Q7: FUNDING PARTNER Tick the appropriate box(es)

Bilateral donor

### Q8: Additional information

Union Européenne (ressources STABEX)

### Q9: START DATE OF PROJECT/PROGRAMME

2001

### Q10: STATUS OF PROJECT/PROGRAMME

Fully implemented

### Q11: DURATION OR, IF ON-GOING, EXPECTED DURATION OF PROJECT/PROGRAMME

More than 5 years

### Q12: COST OF PROJECT/PROGRAMME

Between US\$1 million and US\$5 million

### Q13: Additional information

*Respondent skipped this question*

### Q14: TYPE OF FUNDING FOR PROJECT/PROGRAMME

Grant

## PAGE 6: C.2) ABOUT THE CASE STORY

### Q15: PROJECT/PROGRAMME TYPE

Single country / customs territory

## PAGE 7: C.2) ABOUT THE CASE STORY

### Q16: SINGLE COUNTRY/CUSTOMS TERRITORY

MADAGASCAR

## PAGE 8: C.2) ABOUT THE CASE STORY

## PUBLIC SECTOR CASE STORY TEMPLATE

**Q17: REGION**(If the region does not appear in the drop down menu, please enter manually.)

*Respondent skipped this question*

### PAGE 9: C.2) ABOUT THE CASE STORY

**Q18: MULTI-COUNTRY**(Enter all countries or customs territories)

*Respondent skipped this question*

### PAGE 10: C.4) ABOUT THE CASE STORY

**Q19: CASE STORY FOCUS**Tick the appropriate box(es)

Support for compliance with non-tariff measures (including standards)

### PAGE 11: C.5) ABOUT THE CASE STORY

**Q20: HOW SUCCESSFUL WAS THE PROJECT/PROGRAMME** Tick the appropriate box(es)

Successful

### PAGE 12: C.6) ABOUT THE CASE STORY

**Q21: WHAT WERE THE OUTPUTS OF THE PROJECT/PROGRAMME** Tick the appropriate box(es)

Laboratory testing facilities,  
New conformity assessment procedures or processes  
,  
New food safety measures or processes

**Q22: Additional information**(maximum 300 words)

*Respondent skipped this question*

### PAGE 13: C.7) ABOUT THE CASE STORY

## PUBLIC SECTOR CASE STORY TEMPLATE

<b>Q23: WHAT WERE THE OUTCOMES OF YOUR PROJECT/PROGRAMME</b> Tick the appropriate box(es)	Reduction in ship dwell time, Increase in shipping volumes, Other (please specify) Mise en conformité des produits exportés vis-à-vis des exigences réglementaires des pays destinataires
<b>Q24: Additional information</b> (maximum 300 words)	<i>Respondent skipped this question</i>

### PAGE 14: C.8) ABOUT THE CASE STORY

<b>Q25: WHAT WERE THE IMPACTS OF THE PROJECT/PROGRAMME</b> Tick the appropriate box(es)	Export market diversification, Other (please specify) Maintenir la part de marché des produits locaux face à l'augmentation des exigences des pays acheteurs
<b>Q26: Additional information</b> (maximum 300 words)	<i>Respondent skipped this question</i>

### PAGE 15: C.9) ABOUT THE CASE STORY

<b>Q27: LESSONS LEARNT</b> Tick the appropriate box(es)	Importance of alignment with national priorities, Importance of engagement by private sector, Importance of attention to long-term sustainability
<b>Q28: Additional information</b> (maximum 300 words)	<i>Respondent skipped this question</i>
<b>Q29: PROJECT OR PROGRAMME MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK</b> Tick the appropriate box(es)	M&E framework used, Ex post evaluation